

[Appel à communications]

Les alliances démocratiques en question dans l'Indo-Pacifique : (re)alignements géopolitiques et enjeux

Colloque du projet Amidex DAIP/OREMA/LERMA, Aix-Marseille Université,

18, 19 et 20 mars 2027

Le projet Amidex « Democratic Alliance in the Indo-Pacific » organise son colloque de clôture les 18, 19 et 20 mars 2027, après une série de webinaires et une journée d'étude en 2026 qui avaient mis l'accent sur plusieurs acteurs de la région Indo-Pacifique, tels que les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, la Corée du Sud, le Japon, l'Inde ou la France, leurs visions divergentes de l'espace « Indo-Pacifique », ainsi que les multiples conceptions d'une « alliance démocratique », qu'il s'agisse d'une alliance de pays démocratiques, d'une alliance fonctionnant de manière démocratique, d'une alliance au service d'objectifs démocratiques, ou bien d'un outil rhétorique visant à encourager la coopération.

Les relations internationales traversent aujourd'hui une période de profonde incertitude et de fragmentation. Dans un contexte d'aggravation d'une « polycrise » — caractérisée par la survenue simultanée et interdépendante de diverses crises telles que les conflits géopolitiques, la course à la suprématie technologique, le changement climatique, l'instabilité économique et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales —, une transformation structurelle est en cours qui va au-delà d'un simple croisement de crises pour entraîner un bouleversement fondamental de l'ordre international lui-même (Brosig, 2025 ; Gambhir & Doe, 2025 ; Tooze, 2025). De plus, alors que la politique internationale est de plus en plus régie par une logique du rapport de force, adoptée par les puissances qui rivalisent pour étendre leurs sphères d'influence et redessiner l'ordre mondial à leur avantage, un scepticisme quant à la stabilité de cet ordre international progresse rapidement. En conséquence, les États sont de plus en plus contraints de reconfigurer leurs alignements stratégiques et de remettre en question les structures d'alliance existantes face à un environnement stratégique plus incertain et plus concurrentiel.

Dans ce contexte, l'affaiblissement des mécanismes institutionnels, des cadres normatifs et des structures de gouvernance qui ont fondé l'ordre international libéral (OIL) de l'après-guerre froide soulève des questions fondamentales sur la capacité du système international contemporain à gérer les conflits, à maintenir la stabilité et à répondre efficacement aux nouveaux défis mondiaux. À travers le droit international, les organisations multilatérales et les pratiques diplomatiques, l'OIL repose sur une combinaison relativement stable de répartition du pouvoir, de normes partagées et de mécanismes de gouvernance — des éléments qui ont façonné les attentes quant au comportement des États et permis une coopération fondée sur des règles (Bull, 1995). Cependant, ce fondement apparaît aujourd'hui de plus en plus remis en question par la reprise de la politique de puissance et l'accélération de la fragmentation systémique. Ces évolutions ont intensifié les débats universitaires et politiques sur l'avenir de l'ordre international, notamment en ce qui concerne le rôle changeant des États-Unis en tant que principal architecte et garant de ce système, ainsi que l'émergence de visions concurrentes de la gouvernance mondiale (Chatham House, 2025). Si la pérennité de l'ordre international libéral (OIL) a historiquement dépendu à la fois des capacités matérielles et de la volonté des États-Unis d'exercer leur leadership par le biais d'institutions multilatérales et d'une retenue stratégique (Ikenberry, 2011), les récents changements politiques, marqués par un renouveau du protectionnisme économique, une approche plus transactionnelle des alliances et un scepticisme croissant à l'égard de certains éléments de l'ordre libéral, ont suscité des inquiétudes quant à la cohérence et à la prévisibilité du leadership des États-Unis. Ces tendances donnent du poids à la critique de John Mearsheimer selon laquelle l'ordre libéral international

repose sur des hypothèses de plus en plus difficiles à concilier avec les dynamiques persistantes du nationalisme et de la politique des grandes puissances (Mearsheimer, 2019). Dans cette perspective, la fragmentation actuelle de l'ordre dirigé par les États-Unis n'est pas simplement une instabilité cyclique, mais reflète une transformation structurelle plus profonde, qui touche aux racines de l'ordre international contemporain.

Dans ce contexte, l'Indo-Pacifique s'est affirmé en tant que région la plus visible où ces changements systémiques se traduisent par des schémas concrets d'interaction stratégique et par une architecture géopolitique en pleine évolution. La région n'est pas simplement une construction géographique, mais un espace stratégique à travers lequel s'expriment de plus en plus largement les processus de redéfinition de l'ordre mondial, notamment en ce qui concerne les configurations changeantes du pouvoir et les interprétations évolutives de la concurrence (Medcalf, 2020). La combinaison de la rivalité entre grandes puissances — notamment entre les États-Unis et la Chine — et de l'influence stratégique croissante des puissances moyennes régionales a contribué à l'émergence d'un ordre régional complexe et à plusieurs niveaux. En d'autres termes, l'Indo-Pacifique illustre et accentue la fragmentation plus générale de l'ordre international, tout en servant simultanément de terrain d'expérimentation clé où des formes alternatives et adaptatives de construction de l'ordre sont mises à épreuve et développées.

En conséquence, la dynamique stratégique de l'Indo-Pacifique s'étend au-delà de la sécurité militaire traditionnelle, conférant aux systèmes d'alliances un rôle de plus en plus central pour la stabilité régionale dans un contexte d'incertitude systémique persistante. Alors que le système « Hub-and-Spoke » (réseau en étoile) piloté par les États-Unis une structure dans laquelle les pays, articulés autour des États-Unis, étaient reliés individuellement — a longtemps fourni une assurance stratégique et un effet dissuasif grâce à un réseau hiérarchisé d'« alliances asymétriques » bilatérales, (Cha, 2016), l'évolution de la situation régionale a mis en évidence les limites de ce cadre. L'intensification de la concurrence stratégique, la convergence croissante entre les domaines économique et sécuritaire, ainsi que l'incertitude entourant la crédibilité des engagements des États-Unis en matière de sécurité ont accéléré une transition vers des alliances en réseau plus flexibles et horizontales, qui visent à répartir les risques stratégiques grâce à une coopération plus étroite entre les alliés. Cette transition s'est accentuée à mesure que la politique américaine récente a mis de plus en plus l'accent sur une responsabilité accrue des alliés en matière de dissuasion régionale, plutôt que sur un recours exclusif à la dissuasion étendue des États-Unis, reflétant une évolution progressive vers le partage des charges et l'équilibrage offshore.

En réponse, les pratiques d'alliance dans la région Indo-Pacifique ont de plus en plus évolué vers des formes de coopération en réseau, axées sur des enjeux spécifiques et de nature minilatérale. Plutôt que de remplacer le système d'alliances dirigé par les États-Unis, des dispositifs tels que le Quad et l'AUKUS complètent les alliances bilatérales traditionnelles en facilitant une coordination souple entre partenaires partageant les mêmes valeurs (Wilkins, 2024 ; Cannon, 2025 ; O'Neil, 2020 ; Panda & Ohn, 2024). Parallèlement, la coopération au sein des alliances s'est étendue au-delà des questions militaires conventionnelles pour englober la sécurité économique, la résilience des chaînes d'approvisionnement, les technologies d'importance critique et la dissuasion régionale, reflétant ainsi l'interdépendance croissante entre intérêts sécuritaires et économiques. Ces évolutions, ainsi que l'expansion de la coopération fonctionnelle et interrégionale, reflètent une logique émergente de pratiques d'alliance en réseau, dans laquelle les alliances ne sont plus considérées uniquement comme des mécanismes de dissuasion figés, mais de plus en plus comme des plateformes adaptatives permettant de gérer un environnement régional plus fluide, interconnecté et multidimensionnel.

Un changement notable dans cette interprétation élargie de l'alliance réside dans l'accroissement de la marge de manœuvre stratégique des puissances intermédiaires — notamment la Corée du Sud, le Japon, l'Australie, l'Inde, le Canada et les principaux partenaires européens. Autrefois principalement considérés comme des « États tampons » structurellement pris en étau entre des grandes puissances rivales, ces pays s'imposent de plus en plus comme des acteurs actifs et influents dans la construction de l'ordre régional, dans un contexte de fragmentation de l'ordre international dans la région Indo-

Pacifique. Au sein de l'architecture en pleine évolution des alliances en réseau, ils cherchent en particulier à diversifier leurs options stratégiques, à atténuer l'incertitude systémique et à renforcer leur influence diplomatique grâce à la coopération avec leurs partenaires. Ce comportement peut être compris comme le prolongement de stratégies de « hedging » à plusieurs niveaux, combinant alignement en matière de sécurité, interdépendance économique et coopération flexible.

Au sein de ce cadre dynamique, le concept d'« alliance démocratique » peut être compris non pas comme un bloc idéologique rigide, mais comme une solidarité en réseau entre des démocraties de puissance moyenne partageant les mêmes valeurs, alliant affinité normative et calculs stratégiques pragmatiques. Plutôt que de mettre l'accent sur l'exclusivité idéologique, cette configuration s'appuie sur la gouvernance démocratique, la transparence institutionnelle et les pratiques fondées sur des règles comme sources de capital de confiance permettant une coopération durable dans un contexte d'incertitude. Cette approche peut être considérée comme le reflet d'un « réalisme fondé sur des valeurs » (Stubb, 2026 ; Carney, 2026), dans lequel les valeurs démocratiques partagées ne s'opposent pas aux intérêts nationaux, mais constituent au contraire des conditions propices à la résilience stratégique et à une coopération adaptative dans un environnement international de plus en plus instable.

Les principaux pays démocratiques que nous étudions collaborent avec des États qui ne partagent pas toujours un même système de gouvernement. Le cadre de l'« alliance démocratique » soulève également des questions sur la manière dont un vaste partenariat entre les États de la région Indo-Pacifique a été structuré, en intégrant les valeurs démocratiques dans le fonctionnement et les objectifs d'une telle alliance, notamment la promotion d'un certain type d'ordre régional. Il soulève également la question de savoir comment la « démocratie » et les valeurs démocratiques sont utilisées comme éléments structurants d'un partenariat régional plus large en cette période d'adaptation.

Par conséquent, la question centrale abordée lors de ce colloque portera sur la manière dont les pays démocratiques, ou ceux qui contribuent à l'alliance démocratique, peuvent transformer leur stratégie étendue en des formes de coopération en réseau plus durables et mieux coordonnées, dans un contexte marqué par l'affaiblissement des contraintes de l'ordre international et un leadership de plus en plus incohérent. Cela va au-delà de la manière dont ces pays peuvent consolider efficacement les structures d'alliance ; cela implique également de se demander si une nouvelle forme d'instance de leadership coordonné — fondée sur la concurrence stratégique — peut émerger pour faciliter la définition collective des priorités et la coordination des décisions politiques. De plus, cette conférence inscrit ces dynamiques dans un cadre analytique plus large qui inclut la transformation de la stratégie Indo-Pacifique et des structures d'alliance des États-Unis, la reconfiguration de la politique d'alliance et de la coopération en matière de défense, ainsi que l'engagement croissant d'acteurs européens, tels que la France, dans la région Indo-Pacifique. En ce sens, les alliances démocratiques reflètent une architecture plus large d'alliances structurelles et un resserrement des liens géopolitiques face aux défis auxquels la région Indo-Pacifique est confrontée. Ces efforts visent à concilier le renforcement de la résilience des acteurs étatiques, dans une ère d'incertitude structurelle, avec la définition proactive de voies alternatives pour la gouvernance régionale et mondiale, à travers l'institutionnalisation de leur coopération.

Bibliographie

Brosig, Malte. "From neologism to promising research agenda? The global polycrisis and IR", *International Relations* (2025).

Bull, Hedley. *The Anarchical Society: A Study of Order in World Politics*. New York: Columbia University Press, 1995.

Cannon, Brendon J. "The Quad as Catalyst: Informality, Minilateralism, and the Latticework of Eurasian Security Architecture," *Australian Journal of International Affairs* (2025).

Cha, Victor D. *Powerplay: The Origins of the American Alliance System in Asia*. Princeton University Press, 2016.

Chatham House. *Competing Visions of International Order: Fracturing the US-Led Liberal International Order*. London: Chatham House, 2025.

Carney, Mark. "Principled and pragmatic: Canada's path," Address to the World Economic Forum Annual Meeting, Government of Canada (20 January 2026).

Doe, S.S.P. et al., Gambhir, A., Albert, M.J. et al. "A systemic risk assessment methodological framework for the global polycrisis", *Nature Communications*, 16, 7382 (2025).

Green, Michael J. *By More Than Providence: Grand Strategy and American Power in the Asia Pacific since 1783*. Columbia University Press, 2017.

Ikenberry, G. John. *Liberal Leviathan: The Origins, Crisis, and Transformation of the American World Order*. Princeton University Press, 2011.

Izumikawa, Yasuhiro. "Network Connections and the Emergence of the Hub-and-Spokes Alliance System in East Asia," *International Security* 45(2): 7–50 (2020).

Li, Hansong. "The 'Indo-Pacific': Intellectual Origins and International Visions in Global Contexts," *Modern Intellectual History* 19(3): 807–833 (2022).

Medcalf, Rory. *Indo-Pacific Empire: China, America and the Contest for the World's Pivotal Region*. Manchester University Press, 2020.

Mearsheimer, John J. "Bound to Fail: The Rise and Fall of the Liberal International Order", *International Security* 43(4): 7–50 (2019).

O'Neil, Andrew. "The Quadrilateral Security Dialogue and Indo-Pacific Minilateralism," in *Minilateralism in the Indo-Pacific*. Routledge (2020).

Panda, Jagannath & Ohn, Daewon. "Minilateralism and the new Indo-Pacific order: theoretical ambitions and empirical realities", *Australian Journal of International Affairs*, 78(6) (2024).

Stubb, Alexander. *The Triangle of Power: Rebalancing the New World Order*. Biteback Publishing, 2026.

Stubb, Alexander. "Speech by President of the Republic of Finland at the Opening of Parliament on 4 February 2026," Office of the President of the Republic of Finland (2026).

Tooze, Adam. "Polycrisis — is this the sequel?", *Financial Times* (6 September 2025).

Wilkins, Thomas S. *Strategic Minilateralism and the Regional Security Architecture of the Indo-Pacific*. Springer, 2024.

Le colloque invite à soumettre des communications abordant, sous différents angles, l'étude des alliances démocratiques dans la région Indo-pacifique. Il peut s'agir d'approches théoriques ou d'études de cas fondées sur des méthodes qualitatives ou quantitatives. Les perspectives historiques permettant d'éclairer des questions contemporaines pourront également être prises en considération.

Les priorités de la conférence sont notamment les suivantes :

- Les questions structurelles, telles que les institutions multilatérales et minilatérales, ainsi que les ordres internationaux (fondés sur des règles ou non) dans la région Indo-Pacifique.
- Les études sur les acteurs exogènes ou endogènes dans la région Indo-Pacifique ; les acteurs non étatiques ou sous-étatiques tels que les ONG, les entreprises et les think tanks .
- Les outils de construction d'alliances et de partenariats dans la région : diplomatie de défense, coopération militaire et alliances fondées sur des traités ; technologie et réalignements géopolitiques ; partenariats économiques, aide économique et au développement, et questions relatives aux chaînes d'approvisionnement ; climat, santé et autres enjeux transnationaux.
- La politique intérieure et ses relations avec/au sein de la région Indo-Pacifique.
- Les pratiques discursives et l'instrumentalisation de la « démocratie », de « l'ordre international fondé sur des règles », de « Free and Open Indo-Pacific » et d'autres concepts structurants.

Modalités de soumission des propositions :

- Les propositions doivent inclure :
- Un titre de communication
- Un résumé de 150 à 200 mots présentant l'argument principal de la communication et sa pertinence par rapport au thème de la conférence
- Une brève note biographique (incluant l'affiliation institutionnelle, le poste actuel et les publications pertinentes)

Veuillez soumettre vos propositions avant le 5 octobre 2026 à : <https://daip.sciencesconf.org/>

La notification d'acceptation sera envoyée d'ici fin novembre 2026.

Comité scientifique

Prof. Nicolas Badalassi (Sciences Po Aix), Prof. Frédéric Heurtebize (Université Paris Sorbonne nouvelle), HRH Sultan Nazrin Muizzuddin Shah (Chancellor of the University of Malaya), Prof. Pauline Schnapper (Université Sorbonne nouvelle), Prof. Robert Sutter (George Washington University), Prof. Mélanie Torrent (Université d'Amiens), Prof. Ben Wellings (Monash University).

Comité d'organisation

Dr Valérie André (AMU), Dr Jiyu Choi (AMU), Absa d'Agaro (AMU), Pr Matthew Graves (AMU), Dr Virgile Lorenzoni (AMU), Dr Michael Stricof (AMU), Pr Isabelle Vagnoux (AMU).